

---

ICANN71 | Forum de politiques virtuel – Présentations de NextGen 2  
Mardi 15 juin 2021 – 10h30 à 12h00 CEST

DÉBORAH ESCALERA: Bon après-midi, bonsoir, je m'appelle Déborah Escalera, je travaille pour le département du soutien à l'engagement public. Bienvenue à la deuxième partie des présentations de NextGen.

J'aimerais remercier tout particulièrement mes mentors de cette série, à savoir Chery Stubbs, Aris Ignacio et Dessalegn Yehuala qui ont fait un travail extraordinaire pour préparer les étudiants en vue de leur présentation de cette semaine, les préparer également à la semaine Prep Week, la semaine intermédiaire et maintenant la grande semaine, celle de l'ICANN 71. Ils ont fait un travail extraordinaire.

L'enregistrement a commencé, excusez-moi j'ai oublié de vous le dire.

Donc je vous le disais ils ont fait un travail extraordinaire pour préparer les étudiants et je ne trouve pas les mots pour vous remercier suffisamment pour tout ce travail accompli. Merci beaucoup.

Maintenant passons à la logistique. Je vais m'occuper de la participation à distance, veuillez noter que cette session est enregistrée et qu'elle suit les normes de comportement attendues à l'ICANN. Au cours de cette séance, les questions et les commentaires soumis dans le chat ne seront lus à haute voix que s'ils sont présentés sous la forme

---

**Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.**

---

appropriée. Je lirai les questions et commentaires à voix haute pendant le temps fixé par le président ou narrateur de cette séance.

L'interprétation de cette séance inclura beaucoup de langue, cliquez sur l'icône d'interprétation dans Zoom et sélectionnez la langue que vous écouterez pendant cette séance. Si vous souhaitez prendre la parole, veuillez lever la main dans la salle Zoom et une fois que l'animateur de la séance vous appelle, veuillez allumer votre micro. Ce sont les techniciens qui vous le permettront.

Avant de parler, assurez-vous d'avoir sélectionné la langue dans laquelle vous allez parler dans le menu d'interprétation. Veuillez indiquer votre nom pour l'enregistrement la langue dans laquelle vous allez parler si vous parlez une autre langue que l'anglais. Lorsque vous parlez, veillez à mettre sur muet tous les autres appareils et notifications. Veuillez parler clairement et à rythme raisonnable pour permettre une interprétation précise de vos propos.

Tous nos participants peuvent faire des commentaires sur le chat. Veuillez utiliser le menu déroulant dans l'onglet correspondant pour répondre à tous les panélistes et participants, ce qui permettra à tous de voir vos commentaires. Veuillez noter que le chat privé n'est prévu que pour les membres du panel sous format webinaire. Tout message envoyé par un panéliste à un participant standard également lu par les hôtes et les co-hôtes de la réunion.

Sur ce, je crois que notre premier intervenant n'est pas avec nous, Aysel Maharramli, si je ne m'abuse, je ne la vois pas dans la salle, on n'a pas

---

encore testé son audio, je vais encore une fois vérifier si elle est dans la salle, mais je ne la vois pas.

Donc, Siranush, nous allons passer à notre deuxième intervenant, Pavlo Burdiak et une fois que Aysel nous aura rejoints, elle pourra faire sa présentation.

Pavlo, vous avez la parole. Alors, simplement vous dites diapo suivante lorsque vous êtes prêt, parlez lentement et vous avez 10 minutes. Merci.

PAVLO BURDIAK:

Merci beaucoup Déborah, bonjour, bon après-midi, bonsoir à tous. Je m'appelle Pavlo Burdiak, je suis étudiant à l'université de sciences politiques et de droit en Hongrie, je suis très heureux de vous présenter en tant que Next Gen cette présentation.

Je vais vous parler d'une thématique qui fait partie de la recherche en cours que j'effectue et présente la dimension européenne du droit international qui règlemente l'interaction entre les États et les plateformes des réseaux sociaux pour préserver la liberté d'expression sur les réseaux sociaux.

Diapo suivante s'il vous plait.

Tout d'abord je vais vous présenter l'approche réglementaire au niveau des réseaux sociaux en Europe, ensuite je vais parler des cadres régissant la liberté d'expression au niveau international, voir comment ils s'appliquent aux États et aux plateformes des réseaux sociaux.

Diapo suivante.

---

Lorsque l'on parle de gouvernance dans la réglementation des réseaux sociaux la réglementation qui s'applique en Europe c'est la co-réglementation. Il s'agit d'une approche juridique où la création et la mise en œuvre des normes est partagée entre les acteurs à la fois publics et privés. Dans notre cas, entre les États et les plateformes des réseaux sociaux.

Passons maintenant en revue le cadre international des droits de l'homme et leur applicabilité aux plateformes des réseaux sociaux et aux États.

Diapo suivante s'il vous plait.

Les Nations Unies offrent les fondements généraux pour la protection des droits humains en ligne, tandis que le Conseil de l'Europe cible particulièrement la région européenne.

Concernant la liberté d'expression, certains des instruments contraignants les plus importants sont le pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui relève de l'ONU, la Convention européenne sur les droits de l'homme, qui relève du Conseil de l'Europe, ainsi que les déclarations pertinentes, résolutions, recommandations, rapports et jurisprudence pertinente qui interprètent le caractère applicable du pacte et de la convention dans le domaine de l'internet.

Si nous analysons les instruments juridiques pertinents de l'ONU et du Conseil de l'Europe, nous nous apercevons qu'il y a deux postulats qui sous-tendent l'application ou plutôt le respect de la liberté d'expression.

---

D'abord, les deux organisations affirment que la liberté d'expression doit être tout autant protégée, que ce soit en ligne comme hors ligne.

Deuxièmement, il y a des obligations négatives et positives en vue de préserver la liberté d'expression. Les obligations négatives impliquent que les acteurs ne doivent pas violer les droits humains. À cet égard, la liberté d'expression et les politiques afférentes doivent être conformes aux principes de caractère juridique, licites, de proportionnalité et de besoin et légitimité. Je ferais référence à ces principes en tant que norme internationale. Concernant les obligations positives, elles requièrent des mesures actives telles que l'adoption de politiques, programmes et textes de loi en vue de s'assurer que la liberté d'expression est dûment protégée.

Passons maintenant à l'application de ces cadres aux États et aux plateformes des réseaux sociaux.

Diapo suivante s'il vous plait. Merci.

Dans le cas des États, c'est assez simple étant donné que les instruments internationaux au niveau juridique, que ce soit à l'ONU comme au Conseil de l'Europe, ont été adoptés et conçus par les États, donc sont directement applicables aux États partis aux accords internationaux respectifs.

Concernant l'application des instruments juridiques internationaux aux plateformes des réseaux sociaux, et ancien devoir juridique des plateformes de souscrire à ces obligations, ça, ça fait l'objet d'un débat. Parce que les instruments internationaux juridiques ont été rédigés par

---

les États et donc conçus pour être appliqués par les États et non pas par des entités privées comme les plateformes des réseaux sociaux.

Toutefois, certains engagements au niveau des droits humains sont acceptés actuellement par certaines plateformes par l'intermédiaire des lignes orientatrices de l'ONU sur les activités commerciales et les droits humains ainsi que les principes Ruggie, comme on les appelle.

Parallèlement, j'aimerais défendre l'aspect raisonnable qui consiste à appliquer le principe du cadre de la liberté d'expression aux plateformes des réseaux sociaux en établissant un lien entre l'obligation positive des États de protéger la liberté d'expression en ligne, d'un côté, et de l'autre les politiques de modération des plateformes de réseaux sociaux.

Diapo suivante s'il vous plaît. Merci.

S'agissant des obligations positives des États concernant la liberté d'expression sur les plateformes des réseaux sociaux, les États d'une manière générale ont introduit des lois nationales qui encouragent ces plateformes à retirer de manière proactive les contenus illicites en ligne. En déléguant la responsabilité aux plateformes des réseaux sociaux, les États ont une obligation positive de s'assurer que les droits humains sur les plateformes sont dûment protégés conformément aux normes internationales applicables à un État en particulier.

Toutefois, les plateformes des réseaux sociaux, contrairement aux États, n'ont pas d'obligation formellement contraignantes de souscrire à ces lois. Par conséquent deux scénarios sont envisageables. Une

---

plateforme de réseaux sociaux spécifique peut soit suivre soit violer les droits au niveau international des droits humains. Si les politiques de modération du contenu des plateformes des réseaux sociaux sont conformes au droit international alors l'approche des États qui consiste à développer un droit juridique pour retirer un contenu illicite a besoin de souscrire aux obligations des États.

Toutefois, supposons qu'une plateforme de réseaux sociaux et sa politique violent le droit international, alors dans ce cas l'approche conventionnelle des États qui consiste à développer un droit juridique pour les plateformes pour retirer le contenu illicite en ligne n'est pas conforme aux obligations internationales des États.

Et la logique derrière cet argument est la suivante : si une plateforme de réseau ne suit pas les normes internationales alors l'État, en encourageant la plateforme à s'atteler au contenu illicite, encourage aussi les politiques de modération de contenu des plateformes qui ne sont pas conformes aux normes internationales. Et dans ce sens, dans ce cas, l'État doit également s'assurer du fait que la liberté d'expression est dument protégée dans la plateforme des réseaux sociaux.

Diapo suivante s'il vous plait.

Pour résumer, voici les principales conclusions de la présentation que je viens de vous livrer. D'abord, le droit international, au niveau juridique, fournit des obligations relatives aux droits humains négatives comme positives. Obligations négatives ça veut dire que le droit à la liberté d'expression ne doit pas être violé, en aucun cas. Obligation

---

positive ça veut dire que non seulement il faut éviter que la liberté d'expression soit violée, mais elle doit en outre être protégée.

Deuxièmement, les cadres de liberté d'expression internationale obligent directement les États partis aux accords internationaux à respecter leurs engagements. Toutefois, le devoir juridique formel des plateformes des réseaux sociaux à souscrire à ces normes internationales est difficile à mettre en œuvre. Mais je vous invite consulter les principes Reggie.

Toutefois, déterminer le niveau de conformité des plateformes des réseaux sociaux vis-à-vis des normes internationales, c'est une condition sine qua non nécessaire pour voir si l'approche conventionnelle des États qui visent à créer une obligation pour les plateformes de retirer certains types de contenus préjudiciables satisfait les obligations des droits de l'homme positives des États.

D'où l'importance de l'interaction entre les États et les plateformes des réseaux sociaux, pour toutes les raisons que je viens d'évoquer.

Diapo suivante s'il vous plait.

Ici vous voyez des références.

Diapo suivante.

D'autres références.

Et toute dernière diapo s'il vous plait.

Je vous remercie tous de votre attention. Merci.



---

DÉBORAH ESCALERA:           Merci Pavlo, très bonne présentation. On aurait voulu que tout le monde présente comme vous. Vous avez été très clair, vous avez fait un très bon travail. Y a-t-il des questions pour Pavlo ? Je vois que Daniil lève la main. Daniil allez-y.

DANIIL GOLUBEV:            Merci Pavlo, merci beaucoup pour cette très bonne présentation qui était extrêmement bien informée. Cette présentation était très importante pour moi aussi. Et voilà pourquoi je voulais poser une question par rapport à la relation entre l'État et les entreprises privées.

Par exemple, dans le cas de Donald Trump, lorsqu'il a été renvoyé de Twitter, crois-tu qu'il s'agissait d'une politique interne de la compagnie qui ne veut tout simplement pas avoir d'utilisateurs qui violent leurs propres accords internes de faire partie de la plateforme de réseaux sociaux ou est-ce une question de l'État parce que les plateformes permettent d'avoir des influences politiques ? Merci.

PAVLO BURDIAK:            Merci Daniil. Question d'actualité, sans doute.

Il s'agit d'un problème compliqué, et il n'y a pas de réponse simple que je puisse te donner tout de suite. Il y a beaucoup d'avis différents parmi les académiques internationaux, mais en même temps cela va dépendre du type de juridiction dont on parle. Par exemple, dans le cas de l'Europe, les entités privées, y compris les plateformes de réseaux

---

sociaux, sont beaucoup plus règlementées au niveau gouvernemental qu'aux États-Unis. Donc la juridiction est très importante dans ce cas-là. Voilà la première partie de la réponse.

Et, s'agissant du cas particulier dont vous parlez, à savoir du fait que Donald Trump s'est vu fermer son compte sur Twitter, il est important de souligner que Face Book a une politique très singulière, une approche très singulière, même pour s'attaquer au problème compliqué de modération de contenu. Par exemple, en 2018, Face Book a annoncé la création d'un panel de supervision spécial qui est un conseil indépendant formé surtout par des académiques juridiques internationaux et qui est censé fournir des avis sur des cas controversés de modération de contenus qui ont lieu sur Face Book. Ils font également des recommandations et passent en revue les politiques de Face Book. Cet organisme a été créé et a effectivement passé en revue le cas de l'interdiction de Donald Trump, mais le conseil a dit, il y a je pense un mois de cela, qu'il était raisonnable que Face Book ferme le compte de M. Trump, mais qu'il y avait toutefois des questions par rapport à la proportionnalité d'une mesure aussi restrictive.

Ce qui veut dire que Donald Trump a été renvoyé de Face Book et de Twitter de manière permanente et il était dit qu'il n'était pas sûr qu'une mesure tout aussi restrictive se soit avérée raisonnable dans ce cas et les autorités de Face Book, et Face Book comme une compagnie même, ont dû expliquer l'application de cette mesure. C'est ce qu'on leur a demandé en tout cas. Ils ont 6 mois pour répondre, on verra comment progresse ce cas-là.

---

Mais le cas de Face Book est très intéressant, comme je le disais, parce qu'ils ont un conseil de supervision spécial qui considère les principes de la législation internationale, en particulier ceux qui apparaissent dans les principes directeurs des Nations Unies pour les affaires de droits humains que j'ai évoqués brièvement dans ma présentation.

J'espère avoir répondu à la question.

DANIIL GOLUBEV: Oui, tout à fait, merci.

PAVLO BURDIAK: Merci.

DÉBORAH ESCALERA: Merci Pavlo. Y a-t-il d'autres questions pour Pavlo ? Très bien. À ce moment-là merci. Si vous vous rendez compte par la suite que vous avez d'autres questions pour Pavlo, n'hésitez pas à les envoyer à [engagement@icann.org](mailto:engagement@icann.org) ou nous pourrions partager l'adresse email de Pavlo pour que vous le contactiez directement.

Présentateur suivant maintenant, Stelios Kavvadias.

STELIOS KAVVADIAS: Bonjour à tous. Je suis étudiant de maîtrise à l'université de Stockholm et aujourd'hui je vais vous parler des données publiques ouvertes.

Diapo suivante.

---

Pour commencer, de quoi s'agit-il ? On parle de toute donnée, de toute information produite ou demandée par les organismes publics qui puisse être utilisée librement, réutilisée et distribuée par toute personne.

Les données publiques peuvent être grandes, big data, en raison de leur volume, mais ce n'est pas toujours le cas.

Diapositive suivante.

Certains types de données publiques ouvertes sont l'énergie, l'environnement, la population, le transport, la santé et l'éducation. Par exemple par rapport à la consommation énergétique dans une zone en un jour, l'âge moyen de la population, la pollution, le taux de vaccination de la population ou les résultats d'un examen des étudiants.

Diapositive suivante.

Quels sont les avantages de cela ? Pour le secteur public lui-même cela améliore l'efficacité et la qualité. Par exemple, il y a une grande compagnie publique qui a ouvert ses données au public et a lancé une compétition demandant au public de suggérer des solutions pour aider à prédire quelles seraient les pertes, les fuites du système d'eau, parce que c'était le système de distribution d'eau qui a ouvert ses données, et de trouver des manières de pouvoir faire en sorte que le système soit plus efficace. C'est également positif pour l'économie parce que ça permet de trouver de nouveaux modèles et d'innover. Par exemple on peut combiner les données publiques et les données privées pour

---

générer de nouveaux services ou pour intégrer les services de différentes compagnies.

Et pour la société c'est aussi bénéfique. L'ouverture des politiques implique une plus grande transparence et une responsabilité accrue envers le public par rapport à ce qu'il se passe dans le domaine public.

La participation peut également être accrue au niveau du public, on peut les inviter à participer aux discussions si l'on ouvre les données à tout le monde.

Diapo suivante.

Il y a bien sûr des difficultés. D'abord on parle de la qualité. S'il y a un ensemble de données qui pourraient porter sur une situation qui évolue mais qui date d'il y a trois ans et les données ne sont pas correctes ou incomplètes, cela n'apporte aucune valeur à personne.

Deuxièmement, en termes d'accessibilité, il ne suffit pas de publier des ensembles de données et d'espérer que tout le monde saura de quoi il s'agit, il faut également fournir des métadonnées, c'est-à-dire des données sur les données qui expliquent ce que vous avez inclus exactement dans cet ensemble de données particulier.

Et puis il faudrait également ouvrir les API, à savoir des petites interfaces auxquelles on peut accéder à travers des services de logiciel, et à travers ces API, les services de logiciels peuvent recevoir des données en temps réel.

---

Et, finalement, pour le public général, il faudrait fournir des outils de découverte visuelle qui permettent à tout le monde de jouer avec les données que vous avez mis à disposition avec la souris ou avec le doigt et de découvrir ce qui leur apporterait une valeur.

Finalement il y a également la difficulté de la vie privée. Avant de divulguer et d'ouvrir les données, il faut être sûr qu'elles soient anonymisées, qu'elles soient pseudonymisées ou que d'autres techniques qui ont contribué à la sécurité ont été appliquées. Mais il faut en définitive s'assurer que la source des données soit sécurisée, c'est-à-dire que les données qui sont stockées dans la source ne peuvent pas être modifiées.

Parlons maintenant d'un cas d'utilisation. Vous aurez peut-être entendu dire qu'on ne peut pas satisfaire tout le monde et que pour chacun on a des normes différentes pour juger la réalité. Et donc les utilisateurs et les personnes intéressées ne sont pas toujours les mêmes.

Les entreprises privées sont tenues par la loi de publier, dans mon pays, les données par rapport à leurs déchets. En accédant à ces données publiques ouvertes on a créé une carte interactive qui montre les différents flux de déchets en Europe et dans une région, particulière, par exemple dans le cadre d'Amsterdam. Et ça permet de voir les données à mesure, de les retracer à mesure qu'elles avancent. Donc on peut voir si les déchets viennent des grands sites de travaux ou autre. Et ça contient également des données privées, par exemple les factures des

---

entreprises privées pour prédire la production de déchets des compagnies.

L'application fait également la correspondance entre les entreprises qui génèrent les déchets et les entreprises qui pourraient être intéressées par ce déchet au niveau local, ce qui permet d'éviter le transport de ces déchets ailleurs, dans une autre région ou dans un autre pays, comme en Pologne par exemple, pour réutiliser les déchets localement. Aux Pays-Bas, ils peuvent en profiter pour d'autres fins.

Cela leur a permis d'aider l'environnement, l'économie locale et d'éviter le transport non nécessaire des déchets. C'est pourquoi j'ai trouvé qu'il s'agissait d'un très bon exemple. Je vous invite à revoir leur travail et à aller voir ce travail dans le détail.

Parlons maintenant des recommandations de politiques.

Ensemble avec mon équipe, nous avons participé à la compétition thinkathon en 2021, qui était une compétition de politique où 228 équipes de l'UE et du Canada ont participé et présenté leurs idées. Nous avons présenté une idée liée à l'environnement et elle a été sélectionnée comme la meilleure dans la catégorie de l'environnement et nous avons également reçu le prix du jury.

La proposition était de créer une source unique de données ouvertes liée à la vie marine et maritime qui fournisse un accès facile et d'intérêt pour les citoyens, les entreprises, les décideurs politiques et d'autres parties prenantes en adaptant les informations à leurs besoins et intérêts.

---

Au moment de travailler sur ce sujet, nous avons découvert que beaucoup d'organisations, y compris l'UE elle-même, publient des données liées à la mer ou aux eaux, mais il n'y a pas de sources communes pour les personnes qui publient ces données.

Nous avons proposé que des règles simples soient adoptées pour que ceux qui sont intéressés par ces données et par l'apport de valeur à ces données puissent avoir des données avec une logique commune, parce qu'il est très difficile et très laborieux de pouvoir traiter les données.

Puis nous avons pensé à ce que les citoyens et les autres parties prenantes puissent y trouver des réponses comme, par exemple, est-ce correct si je nage ici, est-ce que je peux le faire ou est-ce dangereux. Est-ce que si l'État a imposé des pénalités à une usine qui était à côté de la mer, était-ce en raison de la pollution ou autre ? Donc ça peut contribuer à la protection de l'environnement, comme je disais.

Diapo suivante.

L'ICANN est toujours à jour à raison de ce qui concerne les données ouvertes et a lancé l'initiative de données ouvertes, spécifiquement l'ICANN a lancé il y a plus d'un an la plateforme de données ouvertes suivant la philosophie que toutes les données qui peuvent être publiées devraient l'être. Cette plateforme, qui correspond à l'initiative d'ouverture de données, fournit l'accès aux données de l'organisation et à la communauté. Là, vous trouverez les données à travers la découverte visuelle dont je parlais avant, par exemple par rapport aux registres, aux enregistrements.



---

Tout le monde peut venir trouver des informations sur l'organisation elle-même à travers cette initiative d'ouverture de données. Je vous encourage à accéder au site web de l'ICANN, à essayer la plateforme qui est très utile. Et vous pourriez y trouver quelque chose que vous ne connaissez pas par rapport à l'ICANN et à son travail.

Diapo suivante.

Alors, finalement, je vais vous remercier de votre attention. Et si vous avez des questions ou si les compétitions de données ou d'autres types vous intéressent, que vous soyez une personne individuelle, un membre d'un groupe comme moi ou si vous avez un centre d'innovation ou autres, par exemple. Bien sûr, je répète, n'hésitez pas à me contacter avec des questions par rapport à mon sujet. Merci.

DÉBORAH ESCALERA:

Merci beaucoup Stelios, excellent travail. Alors, est-ce qu'on a des questions à l'attention de Stelios ? D'ailleurs, Stelios, je vous invite à indiquer votre mail sur le chat pour que les gens puissent vous envoyer des messages ou questions éventuelles. Y a-t-il des mains levées sur Zoom ?

Très bien, s'il n'y a pas de question, je regarde le chat... Je le répète, vous pouvez envoyer des questions à [engagement@icann.org](mailto:engagement@icann.org) ou Stelios va indiquer son mail personnel sur le chat.

On va passer maintenant à Liza Kukovska. C'est l'intervenante suivante.

---

LIZA KUKOVSKA:

Bonjour, est-ce qu'on me voit ? Bonjour chers collègues de l'ICANN, je suis étudiante de l'université de Kiev en Ukraine. Aujourd'hui je vais vous parler brièvement de mon étude sur la fracture numérique en Ukraine du point de vue démographique et autres.

Diapo suivante s'il vous plait.

J'espère ainsi pouvoir vous permettre de comprendre l'expérience ukrainienne et vous inviter à réfléchir à la situation de votre propre pays.

Cette étude est une analyse de l'internet et des inégalités qui prévalent sur l'internet.

Y a-t-il un fossé numérique en Ukraine ? Est-ce que la fracture numérique affecte le nombre d'utilisateurs sur l'internet ? Est-ce qu'il y a des changements au cours des 10 dernières années qui ont été enregistrés pour surmonter ces inégalités ? Toutes ces questions sont importantes et sont au cœur de ma recherche et sont importantes pour la publicité sur l'internet, le développement d'outils gouvernementaux, le soutien des sociétés de l'information et le développement des pays en général.

Diapo suivante s'il vous plait.

On va commencer par les données qui proviennent d'une étude faite en Ukraine. J'insiste ici sur la méthode de collecte de données avant d'entrer dans le fond de cette étude, parce que je pense que tout le monde ne le sait pas.

---

C'est fait en deux étapes. D'abord il y a une évaluation analytique sous forme d'entretiens en face à face, ensuite est créé un panel représentatif d'utilisateurs de l'internet. Deuxièmement, on installe sur les ordinateurs personnels un logiciel particulier et on peut ainsi voir quels sont les sites visités, que ce soit en Ukraine comme à l'étranger. À partir de 15 ans jusqu'à... Il n'y a pas de limite.

Alors, l'utilisateur lambda, dans cette étude, c'est une personne qui se connecte au moins une fois par mois. Et vous voyez ici une augmentation significative dans l'utilisation d'internet de la part des Ukrainiens au cours des 10 dernières années. Seuls 28 % en 2010 utilisent internet. Et en 2018 on est passé à 71 %, en 2014 le graphe nous montre encore des données de Crimée et des territoires occupés d'Ukraine.

Donc voyons qu'en est-il de la fracture numérique qui se cache derrière ces chiffres.

La raison de cette fracture provient, d'après moi, des nombreux articles que j'ai lus et qui montrent les inégalités qui persistent en Ukraine. En termes de genre par exemple. Des sites de grande renommée, comme celui de l'UNDP, parlent de choses qui, d'après moi, sont très irréalistes. Donc j'ai trouvé des données qui montrent clairement qu'au moins dans le domaine technologique il y a égalité. Et il y a des aspects inégalitaires dans bien d'autres domaines.

Ensuite, le deuxième critère c'était celui de l'âge. Sur le graphe que vous voyez à l'écran, on peut voir une réduction significative dans les gens au-dessus de 65 ans qui comprennent la technologie dans le pays.

---

Mais on ne s'en sort pas si mal, parce que par rapport à la fracture numérique, on peut en toute confiance parler de changement.

Le ministre de la Numérisation, le ministère de la numérisation ukrainien a promu les bibliothèques, bibliothèques qui sont utilisées comme centre de formation pour les séniors. De sorte que tout le monde puisse passer au numérique.

Des projets semblables sont promus et encouragés par le ministère de la numérisation et un candidat de la dernière campagne électorale aux présidentielles a même parlé de promesses plus ambitieuses pour les séniors.

Mais il y a un problème pour moi. Il y a une recherche faite sur les gens au-dessus de 65 ans et leur rapport avec la technologie et l'internet. Et les résultats, après un questionnaire en deux étapes, montrent que 55 % des adolescents pensent que leurs grands-parents, hommes ou femmes, doivent améliorer leurs compétences numériques, tandis que 35 % des représentants séniors pensent que c'est important pour eux. Et ces résultats sont confirmés par une étude similaire menée par l'UNDP et le laboratoire de développement de l'innovation.

Donc parfois les articles disent la vérité, mais pas toujours.

Diapo suivante s'il vous plait.

Oui, alors, aspect suivant, c'est les inégalités par zones. Le grand problème c'est le fossé entre les zones urbaines et rurales. En Ukraine, il y a une tendance à ce qu'il y ait plus de pauvreté loin des villes. Ce qui donne lieu à une recrudescence des inégalités et de la pauvreté loin des

---

centres urbains. 38 % de la population rurale en Ukraine n'a pas accès à l'internet du tout.

Également, conformément aux données du ministère du Développement économique, en 2018, 53 % des écoles ukrainiennes ne sont pas connectées à l'internet.

La loi sur les technologies a été adoptée, qui prévoit plusieurs étapes pour le développement des régions rurales, mais c'est onéreux d'installer les connexions internet, donc il faut pouvoir soutenir les régions qui vont attirer les opérateurs qui vont s'engager dans la numérisation de ces régions isolées. Et on développe également l'accès à internet dans les écoles publiques et autres institutions publiques.

S'agissant de la pénétration de l'internet, comme on l'appelle, vous voyez la différence entre les différents pays du monde. Conformément à l'UIT, la position de l'Ukraine se trouve au beau milieu de la liste ou du classement. Elle était classée 79 parmi 176 pays.

Mais, ce qui est intéressant de voir, c'est que nous sommes devant la Chine tandis qu'en 2018 la Chine figurait parmi les 5 principaux pays à vendre des produits technologiques avec la Corée, Singapour et l'Allemagne bien entendu.

Donc la Chine, c'est comme un pays qui gravit les échelons rapidement.

Alors, est-ce que ça veut dire que votre pays est bien positionné ou pas ?

Je vous invite à le découvrir.

---

En termes de prix et qualité des services de l'internet, l'Ukraine a une politique anti-monopole entre les fournisseurs, donc il y a une concurrence féroce entre les fournisseurs, et donc nous avons une connexion de bonne qualité.

Les gouvernements essayent parfois de profiter de cela et de réduire le nombre de fournisseurs, mais c'est pour cela que l'internationalisation, la mondialisation existe, pour défendre les droits de tous les fournisseurs.

Diapo suivante.

J'en viens aux conclusions de cette présentation. Donc je vous le disais, je vous ai très rapidement présenté les 5 aspects des inégalités et de la fracture numérique en Ukraine. On a trouvé une méthode pour surmonter ces inégalités, c'est actuellement appliqué.

Deuxième conclusion, il faut toujours remettre en question les déclarations et publications qui ne disposent pas de statistiques officielles.

Ensuite, un problème inattendu qu'il faut envisager, c'est la réticence de certains groupes vis-à-vis du changement et pour passer au numérique. Ça, ça a été une grande surprise pour moi, dans cette recherche.

Diapo suivante s'il vous plait.

Vous y voyez des références. Et, dernière diapo, pour vous remercier. Merci de votre attention. Et je vous indique au passage mon mail et mon

---

identifiant sur Telegram, Instagram, pour ceux qui veulent m'écrire, me poser des questions ou simplement discuter avec moi, de l'internet, de l'Ukraine, de ce que vous voulez. C'est avec plaisir que je vous répondrai. Et d'ailleurs, je suis à votre disposition si vous avez des questions. Ce n'est peut-être pas le cas.

DÉBORAH ESCALERA: J'ai beaucoup aimé la thématique de votre présentation. Oui, vous avez deux questions. Alors d'abord la main levée de Yaovi. Yaovi, allez-y.

YAOVI ATOHOUN : Merci Déborah et merci Liza de cette excellente présentation. Une question sur la diapo numéro 4, vous parlez d'utilisateur lambda ou régulier. Est-ce que vous pourriez réexpliquer cette diapo 4 ? Parce que je n'ai pas bien compris cette diapo 4, pouvez-vous reprendre la définition de l'utilisateur régulier ? Parce que je n'ai pas bien compris cette définition.

DÉBORAH ESCALERA: Siranush, est-ce que vous pourriez revenir à la diapo 4 ?

YAOVI ATOHOUN : Oui, il n'en demeure pas moins que la présentation était très bonne. Sur cette étude, c'est une personne qui se connecte au moins une fois par mois ? C'est ça ? Ce n'est pas clair.

---

LIZA KUKOVSKA: Oui, oui. Y a-t-il une autre question ?

NON IDENTIFIÉ : Alors c'est moi Liza, merci beaucoup, excellente présentation, c'est particulièrement important pour moi. J'aimerais vous poser une question par rapport aux organisations impliquées dans le renforcement de l'état de l'internet en Ukraine. Vous avez dit, par exemple, que des organisations intergouvernementales et gouvernementales sont impliquées dans ce processus. Par exemple, pendant la campagne électorale il y a eu des cours gratuits qui ont été dispensés. Mais j'aimerais savoir, est-ce qu'il y a des entités externes à l'Ukraine qui sont impliquées, par exemple l'Union européenne ou le Conseil de l'Europe, est-ce que ces entités aident à la pénétration de l'internet ou à surmonter la fracture numérique ?

LIZA KUKOVSKA: Alors, vous parlez d'entités externes à l'Ukraine, n'est-ce pas ? C'est bien ça, donc externes à l'Ukraine. Alors, pour répondre à votre question, deux semaines avant cette conférence de l'ICANN 71, j'ai lu un article sur le Premier ministre estonien qui est venu en Ukraine, qui s'est entretenu avec les autorités ukrainiennes et qui a fourni des fonds, des subventions pour que la connexion internet arrive dans les villages ou les régions isolées. Et notre ministère ukrainien de la numérisation a également fourni des subventions pour la connexion dans les villages. Et maintenant on a l'Estonie qui vient prêter main forte. Et, ça je l'ai lu il y a deux semaines à peine.



---

[Note de la transcription : Langue anglaise, aucune traduction à partir de 0:44:35.0 du fichier audio]

DEBORAH ESCALERA: [Toujours langue anglaise – transcription impossible]

CEZARA PANAIT : [Langue anglaise, aucune traduction, transcription impossible]

DÉBORAH ESCALERA: [Toujours langue anglaise – transcription impossible]

CEZARA PANAIT : [Toujours langue anglaise – transcription impossible]

DÉBORAH ESCALERA: [Toujours langue anglaise – transcription impossible]

CEZARA PANAIT : [Toujours langue anglaise – transcription impossible]

DÉBORAH ESCALERA: [Toujours langue anglaise – transcription impossible]

CEZARA PANAIT : [Toujours langue anglaise – transcription impossible]

---

DÉBORAH ESCALERA: [Toujours langue anglaise – transcription impossible]

[Reprise de la langue française 0:58:27.2 du fichier audio]

Kouhseifi Issakah. Très bon travail Cezara, merci.

KHOUZEIFI ISSAKHA: Merci Déborah. Tout d’abord j’aimerais vous demander de bien vouloir me permettre d’activer ma caméra pour que les participants puissent mettre un visage sur celui qui parle. Et si vous le permettez, je vais maintenant désactiver la caméra parce que ma connectivité est un peu défaillante, c’est d’ailleurs pour cela que j’ai choisi cette thématique. Normalement je vis en France, mais là je vous parle depuis le Tchad pour participer à une conférence en Afrique.

DÉBORAH ESCALERA: Là oui, on vous voit.

KHOUZEIFI ISSAKHA: Ha, vous me voyez, très bien, merci.

Bonjour à tous, je m’appelle Kouzeilfi Issakha, étudiant sur le développement humain à l’ICL en France. Et coordinateur également au sein de l’IGF.

Diapo suivante s’il vous plait. Merci.

Je vais donc vous parler aujourd’hui de l’inclusion numérique dans l’écosystème de la connectivité internet au Tchad. La première partie de

---

cette présentation vise à vous donner un aperçu du nombre total d'utilisateurs de l'internet et un aperçu aussi du fossé numérique, de la fracture numérique qui existe au Tchad et enfin vous proposer quelques recommandations pour encourager l'inclusion numérique au Tchad.

Comme vous le verrez dans cette présentation, et comme je vous l'ai dit dans l'introduction, il y a un certain nombre de problèmes qui sont évoqués sur cette diapo. On a encore des problèmes de connexion à l'électricité au Tchad. S'ajoute à cela que l'accès à internet est extrêmement cher. On note aussi que les utilisateurs de l'internet ont tendance à utiliser l'internet uniquement pour aller sur les réseaux sociaux et sont victimes de cybercriminalité, d'infox et autres sur internet.

Dans ce rapport, il s'avère que nous avons 2,86 millions de personnes, plus de 16 % de la population qui est connectée à internet, ce qui veut dire 17 % pardon de la population et 98,7 % d'entre eux n'utilisent internet que pour se rendre sur les réseaux sociaux. Ce qui veut dire qu'ils n'utilisent pas internet pour se cultiver ou pour explorer les autres espaces de l'internet. Et ça, c'est un gros problème qui porte à confusion dans l'esprit des utilisateurs qui mélange l'internet et les réseaux sociaux.

Plus de 16,67 millions de la population sur cette population totale, seuls 8,10 millions ont accès sur leurs mobiles, 2,86 millions ont accès à l'internet et 470 milles d'entre eux utilisent les réseaux sociaux lorsqu'ils vont sur internet. Sur 470 milles d'entre eux, seuls 2,8 % sont actifs sur

---

les réseaux sociaux et 89 % d'entre eux utilisent différents réseaux sociaux. Donc on parle de Face Book, Instagram, LinkedIn et d'autres.

Alors Face Book c'est le premier réseau social utilisé au Tchad avec 430 milles utilisateurs, 20,6 % d'entre eux sont des femmes et 79,4 % sont des hommes.

Diapo suivante s'il vous plait.

Pour ce qui est d'Instagram et LinkedIn, les deux et troisièmes réseaux sociaux les plus utilisés respectivement avec 48 milles et 49 milles utilisateurs, Instagram est utilisé à 77,1 % par des hommes et 22,9 % par des femmes, tandis que LinkedIn est utilisé à 89,4 % par des hommes et 10,6 par des femmes. S'agissant de Twitter, seules 10 mille personnes sont utilisateurs de Twitter, 88,8 % sont des hommes et 11,2 % sont des femmes.

Et dans les Google Research, on s'aperçoit que les gens n'utilisent pas internet pour se cultiver, ils se connectent uniquement pour faire des recherches comme le Tchad, mais ils y vivent au Tchad, alors je ne sais pas pourquoi ils font des recherches sur le Tchad. Ensuite des recherches sur le PMU, ensuite le Coronavirus, Face Book, Google, etc.

S'agissant des connexions mobiles, seuls 8 millions sur 16 millions sont connectés ou ont accès aux mobiles, dont 30 % ont accès à internet. Donc sur les 8 millions de personnes connectées par mobile, nous avons 90 % qui utilisent Android et 6 % des dispositifs Apple.

S'agissant d'inclusion du commerce électronique dans l'économie nationale, on s'aperçoit que seuls 21,8 % de la population ont un

---

compte en banque et seuls 3 % utilisent une carte de crédit pour effectuer des achats en ligne. Seul 1,9 % d'entre eux sont des femmes et 4,1 % d'entre eux sont des hommes. 1,2 % d'entre eux utilisent les cartes de crédit pour les transactions en ligne et 3,8 % d'entre eux les utilisent pour les transactions en ligne et ce sont des hommes qui le font, tandis que le chiffre précédent concernait des femmes.

DÉBORAH ESCALERA: khouzeiffi, est-ce que vous êtes toujours là ? Parce qu'on ne vous entend plus. Khouzeiffi ?

KHOUZEIFI ISSAKHA: Ça y est, vous m'entendez ?

DÉBORAH ESCALERA: Oui, on vous entend.

KHOUZEIFI ISSAKHA: Alors, enfin, recommandations. Je recommande de fournir aux écoles et universités des ressources numériques, connectivité et système numériques, enfin financer les start-ups avec à leur tête des jeunes pour promouvoir l'entrepreneuriat numérique. Fournir un accès gratuit à l'internet dans les espaces publics, créer un espace où toutes les parties prenantes puissent réunir leurs efforts.

[L'interprète s'excuse, l'audio s'est coupé]

---

DÉBORAH ESCALERA: Je crois qu'on vous a perdu, Khouzeiffi.

KHOUZEIFFI ISSAKHA : Excusez-moi, j'utilise mon téléphone pour cette connexion.

Donc assurer l'intégration des TIC, à commencer par l'école primaire, mettre en place une infrastructure de TIC et de l'internet qui soit accessible, sûr et résilient.

DÉBORAH ESCALERA: Merci beaucoup. Y a-t-il des questions pour Khouzeiffi ?

Bien, il ne me reste plus qu'à vous remercier pour votre présentation, merci beaucoup.

Alors, notre dernière présentatrice est Aysel Maharramli, merci de nous avoir rejoints.

AYSEL MAHARRAMLI: Bonjour à tous, est-ce qu'on m'entend bien ?

DÉBORAH ESCALERA: Oui, j'aimerais vous rappeler de parler lentement. Vous avez 10 minutes.

AYSEL MAHARRAMLI: Très bien. Merci. Alors je vais vous parler du hameçonnage. De quoi s'agit-il ?

Diapo suivante s'il vous plait.

---

Le hameçonnage c'est une pratique grâce à laquelle les cyberdélinquants envoient des mails. Le hameçonnage donc, c'est une pratique où les cyberdélinquants envoient des mails qui sont censés provenir d'une organisation bien connue et ces délinquants prétendent ou se font passer pour des banques, des fournisseurs, des organisations gouvernementales et autres. Le hameçonnage c'est une forme d'ingénierie sociale.

Dans ma présentation, je vais vous parler de différents types de hameçonnages, exemples de hameçonnages, techniques et manière dont on peut prévenir le hameçonnage et les attaques de hameçonnage.

Diapo suivante s'il vous plait.

Les types de hameçonnage. Il y en a plusieurs. Je vais les expliquer. Il s'agit d'ingénierie sociale, de manipulation de liens et d'harponnage ou hameçonnage ciblé, de hameçonnage par clonage et hameçonnage vocal.

S'agissant de l'ingénierie sociale de ce type de hameçonnage, il s'agit d'une tentative d'acquérir de manière frauduleuse des informations à caractère sensible telles que vos identifiants, mots de passe et détails de carte de crédit en se faisant passer par une entité digne de confiance dans une communication électronique. Le hameçonnage a lieu en envoyant des mails pour usurper votre identité ou par des messages instantanés qui vous renvoient vers un site web frauduleux qui va voler vos identifiants et mots de passe.

---

Diapo suivante s'il vous plait.

S'agissant de la manipulation de liens, comme vous le voyez à l'écran, en manipulant les liens, par exemple plutôt que d'écrire Face Book avec deux O, le pirate informatique écrit Face B00k avec doubles zéros, et ça ressemble étrangement à Face Book. Mais il y a ici une erreur de frappe dans l'URL, erreur intentionnée, et donc ça ressemble étrangement au site authentique et l'auteur de l'email ressemble étrangement également à l'entreprise qui est ciblée.

S'agissant de harponnage ou hameçonnage ciblé, il s'agit d'une attaque qui tente d'obtenir des informations à caractère sensible ou à accéder dans un système informatique...

[Interférences sur la ligne]

DÉBORAH ESCALERA: Excusez-moi, nous avons une interférence.

AYSEL MAHARRAMLI: Non, ce n'était pas ma ligne. Je crois que quelqu'un d'autre a ouvert son micro.

DÉBORAH ESCALERA: Allez-y.



---

AYSEL MAHARRAMLI: Donc essaient d'avoir accès à un système informatique en envoyant un message contrefait qui semble authentique. L'objectif est d'acquérir des informations à caractère technique telles que identifiants, mots de passe et autres informations à caractère personnel.

Diapo suivante s'il vous plait.

S'agissant de hameçonnage par clonage, il s'agit ici d'un autre type de hameçonnage où un email légitime et envoyé au préalable contient un lien ou un fichier joint avec des adresses IP qui sont utilisées pour créer un mail presque identique ou en tout cas cloné.

DÉBORAH ESCALERA: Aysel, est-ce que vous pourriez ralentir un petit peu s'il vous plait, à l'attention des interprètes.

AYSEL MAHARRAMLI: Excusez-moi, oui, j'ai pensé que je n'avais plus beaucoup de temps.

DÉBORAH ESCALERA: Ne vous inquiétez pas, vous avez le temps suffisant.

AYSEL MAHARRAMLI: Très bien, alors, j'en étais au hameçonnage vocal. Il s'agit d'un cyberdélit qui utilise le portable, le téléphone portable pour voler des informations confidentielles à caractère personnel de la part des victimes qui utilisent les techniques d'ingénierie sociale en essayant de

---

convaincre les victimes à agir et à révéler leurs informations personnelles et privées.

Comment pouvons-nous détecter ce genre d'email ou ces spams ? On peut vérifier d'abord de quelle adresse ils sont envoyés et, en général, ça sera toujours suspect, c'est toujours suspect lorsque dans un mail on vous demande vos informations personnelles ou vos identifiants. Lorsqu'il y a des fichiers joints, il faut s'en préoccuper également. Lorsqu'il y a une introduction très longue, telle que « cher client » et un texte qui vous renvoie à un site. Il faut également essayer de détecter les erreurs de grammaire ou de frappe, il faut éviter de répondre directement à un mail suspect, il faut se souvenir aussi que le hameçonnage est très trompeur.

Comment pouvoir nous protéger du hameçonnage, et bien il faut maintenir la sécurité de notre ordinateur, utiliser des logiciels anti-spam et anti-spyware, et utiliser le service MBSA de Microsoft et utiliser des pare-feu.

Lorsque quelqu'un accède à un lien ou télécharge un fichier, l'attaquant peut télécharger des informations sensibles, par exemple le nom d'utilisateur, le mot de passe ou les informations du compte bancaire ainsi que des informations financières. Les données risquent d'être compromises par ce type d'attaque et un bon pourcentage des entreprises qui souffrent de ces problèmes ferment dans l'espace de quelques mois.

---

Le hameçonnage peut soustraire des fonds aux victimes et entreprises qui en font l'objet et les attaquants utilisent par la suite les identifiants des personnes qu'ils attaquent pour les utiliser à des fins malveillantes.

Voilà la fin de ma présentation. Merci de votre attention.

DÉBORAH ESCALERA:

Merci Aysel. Y a-t-il des questions pour Aysel ?

Je ne vois pas de main levée dans la salle. Très bien, c'était notre dernière intervenante. Je vous remercie tous d'avoir participé aujourd'hui et merci particulièrement à ma collègue Siranush Vardanyan qui nous a aidés à faire défiler les diapositives, on n'aurait pas pu le faire sans elles.

Merci aux mentors qui ont été un grand soutien pour moi, je suis très fière de cette équipe NextGen, vous avez fait un très bon travail aujourd'hui. Vous êtes incroyablement talentueux. Vous avez fait un travail formidable, je suis véritablement impressionnée par vos présentations.

Je vais vous demander de vous applaudir vous-même, c'était fantastique, vous êtes très doués.

Merci à tous ceux qui ont participé aujourd'hui, qui ont participé et partagé surtout l'expérience avec nous.

Merci aux interprètes et à l'équipe technique, bien sûr, qui sont là pour nous soutenir à chaque réunion. On ne pourrait pas le faire sans eux non plus.

---

Merci beaucoup, je vous souhaite à tous une très bonne réunion ICANN71, participez à autant de séances que possible, connectez-vous aux pauses-café, amusez-vous. Merci d'avoir été là aujourd'hui et merci pour votre soutien.

Contactez-nous à [engagement@icann.org](mailto:engagement@icann.org) si vous avez des questions.

Encore une fois merci.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**